L'HOMME

L'Homme

Revue française d'anthropologie

180 | 2006

Rendre visible

Punir jusqu'à la lie

Fabrice Fernandez et Samuel Lézé

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lhomme/24756>

DOI : 10.4000/lhomme.24756

ISSN : 1953-8103

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2006

Pagination : 171-182

ISSN : 0439-4216

Référence électronique

Fabrice Fernandez et Samuel Lézé, « Punir jusqu'à la lie », *L'Homme* [En ligne], 180 | 2006, mis en ligne le 01 janvier 2008, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/lhomme/24756> ; DOI : 10.4000/lhomme.24756

Punir jusqu'à la lie

Fabrice Fernandez & Samuel Lézé

DEPUIS LA FIN DES ANNÉES 1970, une orientation nouvelle redéfinit dans la plupart des pays industrialisés les composantes du monde carcéral : une tendance au durcissement et au renforcement du traitement pénal des problèmes sociaux est clairement identifiée¹. Dans ce contexte, la structure de la population pénale se transforme : outre les délinquants sexuels et les toxicomanes, le nombre des malades mentaux incarcérés (évalués à 30 % de la population carcérale) n'a cessé de croître au fur et à mesure que la politique de déshospitalisation parvenait à son terme², renforcée en France par le nouveau Code pénal de 1994. Les bénéficiaires de l'application de l'ancien article 64, c'est-à-dire ceux reconnus pénalement irresponsables, sont en effet passés de 17 % des expertises réalisées au début des années 1980 à 0,17 % en 1997³.

Aux États-Unis, la population pénale a quintuplé en dix ans et, selon le Bureau des statistiques judiciaires (*Bureau of Justice Statistics*), 2 078 570 personnes ont été incarcérées en 2003, soit une augmentation d'environ 50 000 prisonniers depuis 2002. La moitié d'entre eux est d'origine afro-américaine (« Africans Americans ») et les trois quarts sont des personnes dites « de couleur » (« people of color »). Le processus de désengagement de l'État social au profit d'un surdéveloppement de l'État pénal s'intensifie donc nettement⁴.

1. Cf. Nils Christie, *L'Industrie de la punition*, Paris, Autrement, 2003.

2. Cf. Magali Coldefy, Patricia Faure & Nathalie Prieto, *Études et Résultats*, 2002, 181 : *La Santé mentale et le suivi psychiatrique des détenus accueillis par les services médico-psychologiques régionaux*.

3. Dorénavant, lorsque le trouble *abolit* le discernement ou le contrôle des actes, la personne n'est pas pénalement responsable, alors qu'elle l'est lorsque le trouble *altère* (article 122-1, nouveau Code pénal, 1994).

4. Cf. Loïc Wacquant, « L'ascension de l'État pénal en Amérique », *Actes de la recherches en sciences sociales*, 1998, 124 : *De l'État social à l'État pénal* : 7-26.

_____ À propos de Lorna A. Rhodes, *Total Confinement : Madness and Reason in the Maximum Security Prison*, Berkeley, University of California Press, 2004.

La France suit elle aussi ce processus avec une nette accélération du nombre d'incarcération depuis septembre 2001. Au 1^{er} juillet 2003, la surpopulation carcérale a atteint un nouveau record avec 60 963 détenus pour 48 600 places et un taux d'occupation de 124 % contre 115 % l'année précédente. Dès lors, la prison n'est plus seulement l'institution garantissant la sécurité de la société, mais un monde complexe dont il faut gérer l'ordre et la sécurité intérieure.

Une anthropologie de la prison

Le regard des chercheurs étudiant *in situ* les conséquences de ces bouleversements se fait paradoxalement assez rare de part et d'autre de l'Atlantique⁵. L'ouvrage de Lorna A. Rhodes qui nous intéresse ici contribue à pallier ce déficit théorique et empirique. Elle propose une étude approfondie d'une nouvelle technologie carcérale qui pousse à son extrême la fonction sécuritaire de la prison au moyen d'une orientation technologique et managériale manifeste. Ce système de contrôle d'une prison de haute sécurité, ou « supermax », s'exerce sur des établissements qui ne cessent de proliférer aux États-Unis depuis le début des années 1970, à la fois à contre-courant de l'ouverture croissante des prisons vers le monde extérieur (du moins en Europe) et en réponse à la difficulté de gouverner la nouvelle population pénale. La nécessité de punir jusqu'à la lie s'impose avec évidence.

Étalée sur une durée de huit ans (entre 1993 et 2002), l'enquête de Lorna A. Rhodes a porté sur un quartier de contrôle haute sécurité (*maximum security control unit*) dans l'État de Washington. En articulant l'analyse des récits de l'expérience des détenus et du personnel carcéral avec celle d'observations accompagnées d'illustrations (dessins réalisés par les détenus et publicités provenant de publications spécialisées dirigées vers le personnel de surveillance), l'ouvrage met en perspective le regard des acteurs sur leurs propres interactions.

La démarche anthropologique de cet auteur, déjà sollicitée lors de l'observation d'une unité d'urgence psychiatrique⁶, s'inscrit dans la lignée des études sur l'expérience des reclus d'Erving Goffman tout en faisant un usage heuristique des notions foucaaldiennes de « pouvoir », « savoir » ou encore de « gouvernement de soi ». Cette approche vient ici soutenir une analyse des limites, des contradictions et des paradoxes d'une logique carcérale et d'un « univers claustral » reposant sur des conceptions particulières du « pathologique » et de la rationalité individuelle. Il s'agit de rechercher dans les pratiques quotidiennes les contradictions internes qui s'y révèlent, tout en faisant avec. Si la thématique des paradoxes de l'enfermement

5. Pour une revue des travaux français et francophones, cf. : Philippe Combessie, *Sociologie de la prison*, Paris, La Découverte, 2004 ; Élodie Béthoux, « La prison : recherches actuelles en sociologie (note critique) », *Terrains & Travaux*, 2000, 1 : [<http://www.melissa.ens-cachan.fr/IMG/pdf/04-Bethoux.pdf>]. Et pour une revue des travaux anglo-saxons, cf. : Lorna A. Rhodes « Toward an Anthropology of Prisons », *Annual Review of Anthropology*, 2001, 30 : 65-83.

6. Cf. Lorna A. Rhodes, *Emptying Beds : The Work of an Emergency Psychiatric Unit*, Berkeley, University of California Press, 1991.

carcéral est omniprésente dans la plupart des travaux sur les prisons, elle porte ici sur un cas limite de privation de toute relation sociale poussant jusqu'à son terme une logique totale d'exclusion, une forme de « mort sociale ». La visée de réhabilitation est expressément abandonnée au profit d'un souci de sécurité et d'ordre de l'établissement pénitencier.

La fonction sécuritaire de la prison : l'invention des «supermax»

Les prisons de haute sécurité isolent totalement du reste de la population carcérale les détenus considérés comme les plus dangereux. Cette forme très controversée de punition est liée à ce qu'ils ont fait en prison à l'encontre d'autres prisonniers ou du personnel, mais pas à la gravité ou à la nature des actes qui les ont conduits en prison. C'est donc une punition de second degré qui porte sur la *lie* des détenus (« les pires parmi les pires »), en réponse aux actes de violence accomplis au sein même des prisons (effets de gang, mutineries, agressions). L'incarcération de détenus signalés comme particulièrement dangereux dans des quartiers « supermax » souligne les paradoxes d'une construction sociale par laquelle ils sont considérés comme des « délinquants de la prison » pénalement responsables de leurs actes, alors que, en même temps, ils sont souvent atteints d'une pathologie psychiatrique. Si toute infraction est d'abord un construit social, l'analyse des conflits d'interprétation de cette construction demeure essentielle pour saisir comment telle situation est appréhendée par un dispositif répressif alors qu'elle pourrait l'être autrement⁷. Dès lors quel type de régulation peut-il se mettre en place et quel sens peut-il être donné à ce genre de peine ? Comment peut-on à la fois surveiller, soigner et punir ?

Ces quartiers « supermax » sont propres au système correctionnel moderne américain. Ils représentent l'apogée des théories de la responsabilité individuelle et du choix rationnel, ainsi que des politiques de dissuasion et de neutralisation. Ces infrastructures sont chargées d'isoler et de contrôler les prisonniers les plus récalcitrants de la population carcérale en les soumettant à des conditions d'isolement et de contrôle particulièrement difficiles. Cette « prison de la prison » est censée rendre le système carcéral plus efficace et plus sûr en dissuadant les potentiels auteurs de troubles, en neutralisant ceux qui ne se plient pas suffisamment à l'ordre imposé et sont alors considérés comme dangereux. Même si l'auteur n'en fait pas explicitement mention, on peut ainsi considérer les « supermax » comme des « institutions totales »⁸, puisque la totalisation survient lorsque l'individu n'a

7. Cf. Danielle Laberge & Pierre Landreville, « De l'événement à l'infraction, du sans-abri au délinquant : réflexions sur le processus de catégorisation dans le champ pénal », in Danielle Laberge, ed., *L'Errance urbaine*, Sainte-Foy, Multimondes, 2000 : 121-136.

8. Une institution totale est « un lieu de résidence et de travail où un grand nombre d'individus, placés dans la même situation, coupés du monde extérieur pour une période relativement longue, mènent ensemble une vie recluse dont les modalités sont explicitement et minutieusement réglées » (cf. : Erving Goffman, *Asiles : études sur la condition sociale des malades mentaux et autre reclus*, Paris, Minuit, 1968 : 41).

aucune autre sphère d'activité séparée, lorsque toute son existence s'organise à partir des activités développées dans l'institution. Cet aspect totalisant de la discipline conduit à la violation des territoires du soi. En ce sens, l'entrée dans ce type d'institution se caractérise par un ensemble de rites de mortification par lesquels l'identité de l'individu est profondément affectée et dégradée⁹. On peut encore souligner la négation de la singularité et une dépossession de la maîtrise du temps et de l'espace, que Michel Foucault nomme la « technologie politique du corps » et qui correspond à la façon dont on « impose [aux prisonniers] des gestes, des attitudes, des usages, des répartitions dans l'espace, des modalités de logement, cette distribution physique, spatiale des gens »¹⁰.

Résister à la discipline

La première partie de l'ouvrage s'intéresse précisément aux conditions qui permettent le contrôle des détenus. Lorna A. Rhodes examine notamment leur position au sein du quartier de contrôle, ainsi que leurs adaptations à ce monde social. Le propos de l'auteur se concentre ici sur une problématique bien spécifique. Il s'agit de déterminer quels sont les postulats sur la dangerosité des détenus, sur leur libre arbitre et le contrôle qu'ils peuvent exercer sur eux-mêmes dans ces quartiers de confinement et d'isolement total puis quelles sont les contradictions que rencontrent à la fois ceux qui sont l'objet de ces mesures et ceux qui les appliquent.

Malgré ces conditions d'isolement, l'anthropologue souligne que certains reclus parviennent toujours à résister au contrôle qui s'exerce sur eux en utilisant par exemple leurs excréments comme armes, ou en pratiquant d'autres formes extrêmes de défiance¹¹. Comme l'écrivait Michelle Perrot : « le discours pénitentiaire se déploie comme s'il n'y avait personne en face de lui, sinon une table rase, sinon des gens à réformer et à rejeter ensuite dans les circuits de la production. En réalité, il y a un matériau : les détenus – qui résistent formidablement »¹². C'est peut-être pour cela que les « supermax » portent en elles leur propre échec.

Ces « pires parmi les pires » (« the worst of the worst ») choisissent-ils vraiment, pour reprendre les termes de l'auteur, d'être « mauvais » (« the choice to be bad ») ? C'est pourtant ainsi qu'ils sont présentés par les administrateurs et par le personnel de la prison, et parfois qu'ils se décrivent eux-mêmes. Certains détenus

9. *Ibid.*

10. Michel Foucault, « Prisons et asiles dans les mécanismes du pouvoir » [1974], in *Dits et Écrits*, Paris, Gallimard, 1994, II : 523 ; cité par Gérard Mauger, « Un nouveau militantisme », *Sociétés & Représentations*, 1996, 3 : Michel Foucault, *surveiller et punir : la prison vingt ans après* : 73.

11. Il peut être utile ici d'opérer la distinction entre méfiance (« se tenir sur ses gardes ») et défiance (« se mettre en garde contre »), proposée par G. Ricordeau et citée par Marc Bessin et Marie-Hélène Lechien dans leur rapport de la Mission de recherche droit et justice : *Soignants et malades incarcérés : conditions, pratiques et usages des soins en prison*, Paris, Éd. de l'Ehess, 2000 : 107.

12. Cf. Michel Foucault, « L'œil du pouvoir », entretien avec Michelle Perrot en introduction à Jeremy Bentham, *Panoptique*, Paris, P. Belfond, 1977 : 28.

contestent cette conception du « mal incarné », du « mal choisi », un premier argument venant étayer leurs dires : les rapports sociaux en prison peuvent être considérés comme tactiques, voire stratégiques, entre deux camps (détenus et surveillants) et s'apparenteraient à un combat. Dès lors, les méthodes de combat des uns doivent nécessairement être rapportées à celles des autres. On retrouve en cela les analyses de Michel Foucault pour qui « le problème c'est la problématique du pouvoir [...]. Le pouvoir est essentiellement un rapport de force, donc jusqu'à un certain point, un rapport de guerre, et, par conséquent, les schémas qu'on doit utiliser ne doivent pas être empruntés à la psychologie ou à la sociologie, mais à la stratégie. Et à l'art de la guerre »¹³.

Déshumaniser

Autre argument, les techniques de contrôles (qui comprennent certes les procédures classiques, les outils technologiques de surveillance, mais aussi l'équipement des surveillants) participent d'un processus de déshumanisation des détenus par lequel certains estiment être considérés comme des animaux. En ce sens, peut-on vraiment parler de « choix d'être mauvais » si l'on est soi-même victime d'un processus qui tend à nier notre humanité ? Par exemple, de nouveaux outils de contrôles (tel le pistolet délivrant des chocs électriques) sont l'objet d'un véritable marché à travers lequel nombre d'industries font pression sur les prisons pour qu'elles s'équipent des toutes dernières innovations. Si, à la longue, l'usage de ces techniques renforce les discours d'animalisation et de victimisation de certains détenus, il ne fait aussi qu'amplifier de telles représentations chez les surveillants eux-mêmes, qui déclarent avoir affaire à une psychologie basique de chiens (*basic dog psychology*) qu'ils ne maîtrisent que grâce à ces outils répressifs.

On peut s'interroger avec Giorgio Agamben sur ce que signifie pour un homme de devenir un non-homme : « Existe-t-il une humanité de l'homme que l'on puisse séparer de son humanité biologique ? »¹⁴. En fait, et toujours d'après lui : « les hommes sont des hommes en tant qu'ils témoignent du non-homme »¹⁵. Le discours profane sur la limite passée laquelle un humain ne le serait plus, sur les qualités que devrait posséder tout homme, et sur ses capacités à maintenir un certain nombre de liens et de rapports sociaux, ne vise qu'à faire perdurer les repères que chacun de nous entretient pour se démontrer sans cesse que nous sommes des êtres sociaux intelligents tenant l'animalité à distance. Dire « Je suis un animal », ce n'est finalement que réitérer son attachement moral à une certaine idée de l'humain qui ne correspond pas à nos conditions de vie et donc à ce que l'on donne à voir à autrui.

13. Michel Foucault, « L'illégalisme et l'art de punir » [1976], in *Dits et Écrits*, Paris, Gallimard, 1994, III : 87.

14. Giorgio Agamben, *Ce qui reste d'Auschwitz : l'archive et le témoin*, Paris, Payot & Rivages, 1999 : 68.

15. *Ibid.* : 159.

Un des premiers effets pervers qui semble aujourd'hui assez largement reconnu par la communauté scientifique est celui que l'emprisonnement, loin de « corriger », « amender » ou « réinsérer », favorise bien souvent la production des conduites délinquantes. Lorna A. Rhodes le rappelle à sa manière : les quartiers de contrôle « supermax » génèrent cela même qu'ils tentent d'éradiquer. Vouloir éliminer les problèmes de violence par toujours plus de contrôle et d'isolement c'est nécessairement en produire de nouveaux (p. 29). Comment dès lors ne pas mettre en question la légitimité d'un tel pouvoir coercitif et celle de la limitation de l'autonomie individuelle ? Car à la lecture de *Total Confinement*, on ne peut que constater que plus un pouvoir disciplinaire s'attache à contrôler, isoler et mortifier, plus il repousse chez ceux qui le subissent le sens des limites¹⁶.

Soigner et punir

La deuxième partie de l'ouvrage examine plus précisément le rapport entre le traitement médical des détenus souffrant de troubles psychiatriques et le régime pénitentiaire. L'assimilation de la psychiatrie au sein de la prison, « l'asile du dernier ressort », est très problématique.

Lorna A. Rhodes interroge le processus de classification auquel le personnel soignant a recours pour gérer et comprendre les détenus souffrant de troubles psychiatriques, pour constater que c'est finalement le système fondé sur des conceptions rigides de la rationalité et du choix individuel qui permet, malgré une stigmatisation lourde, au détenu étiqueté « malade mental » de tirer quelques rares avantages de la situation, voire d'être provisoirement exempté d'incarcération.

L'interaction entre le régime de soins et celui de la détention reste très complexe. Malgré leur opposition sur de nombreux points, ces deux régimes sont interdépendants, même se renforcent mutuellement. Les pathologies d'ordre psychiatrique sont divisées en deux catégories : celle des maladies mentales (les « psychoses », qui sont les plus nombreuses et curables) et celle des troubles de la personnalité (les « psychopathes », considérés incurables). Cette division morale confirme et renforce la dichotomie rationalité/irrationalité venant appuyer le degré de responsabilité de tel ou tel détenu, et justifier le degré d'attention (maternage ou indifférence) distribué par le personnel de l'unité de soin psychiatrique. Cependant, les diagnostics sont fréquemment ambigus et génèrent de nouvelles contradictions dans l'interprétation des comportements et des motivations. Ainsi, l'auteur montre la manière dont le conflit entre savoir psychiatrique et pouvoir carcéral offre aux acteurs, à l'intérieur du système, des marges de manœuvres afin de résister à la pression carcérale : de son point de vue, il permet

16. Comme l'affirme Alain Renault : « dans une société où les repères traditionnels ont disparu, le champ des possibles (c'est-à-dire des choix possibles) devient infini et l'individu est sans cesse confronté à la question de savoir jusqu'où il peut et doit aller » (cf. Alain Renault, « Individu, dépendance et autonomie », in Alain Ehrenberg, ed., *Individus sous influence : drogues, alcools, médicaments psychotropes*, Paris, Esprit, 1991 : 223).

de réévaluer un certain nombre de présupposés. Plutôt que d'être considéré comme un problème, le conflit entre soigner et punir est envisagé comme une brèche permettant de jouer avec le système et une force permettant d'humaniser les rapports sociaux.

Cette analyse nous semble cependant à relativiser. En France, par exemple, où la psychiatrie a depuis ses débuts partie liée avec le contrôle social, on observe que si le jeu avec les médecins – les psychiatres – peut participer à ouvrir de nouvelles marges d'actions aux détenus, il favorise aussi les traitements médicamenteux qui, de l'antidépresseur au traitement de substitution, accentuent le sentiment que les connaissances psychiatriques sont mises au service de l'institution pénitentiaire en favorisant le calme en détention ou en mobilisant des formes de « camisole chimique ». À l'image de ces détenus décrits comme des « morts vivants » ou des « zombies » et chez lesquels toutes formes de résistances et de volonté semblent avoir disparu, la médecine carcérale française, et ce malgré son autonomie vis-à-vis de l'administration pénitentiaire, reste bien souvent considérée comme un outil d'asservissement et de domination¹⁷.

L'asile du dernier recours

Par ailleurs, le jeu avec les failles et donc avec les marges qu'occasionne le rapport au personnel psychiatrique ne fait qu'entretenir des logiques de dissimulation et d'adaptations secondaires¹⁸ qui, si elles permettent quelques aménagements dans ces univers de cloisonnement extrême, n'en demeurent pas moins, pour reprendre les termes employés par Isaac Joseph, « moralement éprouvantes et civiquement désastreuses »¹⁹.

Enfin, on pourra s'étonner que des personnes reconnues comme souffrant d'une pathologie mentale lourde se retrouvent dans des « supermax » alors qu'elles auraient dû être en amont déclarés « irresponsables ». En contradiction avec le projet carcéral, ce type de détenu est impossible à discipliner sauf s'il sait ce qu'il fait...

En France, l'article 64 du Code pénal stipulait avant 1993 qu'« il n'y a ni crime, ni délit lorsque le prévenu était en état de démence au moment des faits ». Ce principe, attribué à Platon, qui postulait donc qu'il n'y avait pas de sens à juger les personnes atteintes d'une maladie mentale, se trouve profondément modifié par le nouveau Code pénal qui, lui, stipule en son article 122-1 que « n'est pas pénalement responsable la personne qui était atteinte, au moment des faits, d'un trouble psychique ou neuropsychique ayant aboli son discernement

17. Cf. Fabrice Fernandez, « La souffrance des usagers de drogues incarcérés : regards profanes sur le sens de la peine », in François-Xavier Schweyer *et al.*, eds, *Normes et valeurs dans le champ de la santé*, Rennes, Éd. de l'École nationale de la santé publique, 2004 : 273-280.

18. Les adaptations secondaires constituent des « pratiques qui, sans provoquer directement le personnel, permettent au reclus d'obtenir des satisfactions interdites ou bien des satisfactions autorisées par des moyens défendus » (cf. Erving Goffman, *Asiles...*, *op. cit.* : 99).

19. Isaac Joseph, « Le reclus, le souci de soi et la folie dans la place », in Charles Amourous & Alain Blanc, eds, *Erving Goffman et les institutions totales*, Paris, L'Harmattan, 2001 : 89.

ou le contrôle de ses actes », et le deuxième alinéa d'ajouter que si le discernement n'a été qu'altéré et non pas aboli la personne demeure punissable. Les expertises psychiatriques sont finalement confrontées au même type de débats que ceux qui ont lieu au sein des « supermax ». Il s'agit de spécifier les différences entre l'altération et l'abolition du discernement. En France, la tendance est de déclarer la responsabilité pénale d'individus atteints de troubles mentaux : alors que l'on comptait 611 non-lieux psychiatriques en 1989, ils ne sont plus que 286, dix ans plus tard. Cette tendance lourde d'incarcération n'est pas sans poser des problèmes de gestion à l'intérieur des établissements pénitentiaires et la modification de la population pénale renvoie à un double constat : d'une part, la difficulté croissante des psychiatres à gérer en milieu extérieur les agissements de certains individus ayant des « troubles du comportement » ; d'autre part, le ciblage judiciaire et pénal grandissent de catégories de « criminels » pour lesquels on ne peut se satisfaire de l'ordonnancement d'une irresponsabilité pénale dès lors qu'il est démontré un « état de démence ». La centration du discours judiciaire autour de la victime et du préjudice subi tend à alourdir les peines de prison et à minimiser les circonstances atténuantes des coupables.

Invariablement, la prison est donc plus que la privation de liberté, véritable utopie du discours institutionnel. Si les asiles ont disparu du paysage institutionnel français, la présence croissante de détenus souffrant de troubles psychiatriques ne fait qu'accentuer le fait de plus en plus frappant que la prison est non seulement un lieu de souffrance physique, mais aussi un lieu de souffrance psychique. Et pour gérer cette population, le régime de détention « normal » semble bien mal adapté. D'où, somme toute, la création des « supermax » aux États-Unis, dont la mission est d'isoler ces détenus de la population générale, mais aussi carcérale. La question est alors de savoir pour combien de temps ?

Figure du psychopathe

La dernière partie du livre traite justement des problèmes de confinement-isolément sur le long terme. Lorna A. Rhodes expose la façon dont on apprend au personnel pénitentiaire à devancer la manipulation car, en détention, les formes d'autonomie se gagnent sur le terrain de l'action ; le détenu crée, il invente, se met volontairement en situation, il détourne, dissimule, transforme. Le surveillant se retrouve dans une « position réactive et d'ajustement constant aux agissements et aux initiatives prises par les détenus »²⁰.

L'auteur décrit aussi comment tous ces détenus, y compris les plus irréprochables, sont perçus comme jouant un jeu de masque, toujours considérés à l'affût d'une situation leur permettant d'exploiter autrui. Cette suspicion permanente du mensonge et de la manipulation est consubstantielle à la surveillance, comme l'analyse Antoinette Chauvenet : « Si le secret est consubstantiel à l'espionnage

20. Cf. Antoinette Chauvenet, Françoise Orlic & Georges Benguigui, *Le Monde des surveillants de prison*, Paris, Presses universitaires de France, 1994 : 69.

– en prison à la surveillance –, il appelle d'autres moyens, que la morale ordinaire réprouve ou que le droit sanctionne, et qu'on rencontre à la guerre aussi bien qu'en prison, comme le recours à la ruse, à la manipulation, au calcul et à la tromperie. La recherche des intentions cachées peut prendre la forme de la chasse (aux renseignements, à la drogue, aux armes interdites, etc.) »²¹.

Le corollaire à cette pratique du soupçon généralisé est que les « détenus particulièrement signalés » – dirait-on en France – semblent toujours en être les perdants, puisqu'on les maintient en confinement solitaire pendant des années sans aucun espoir de retourner un jour avec le reste de la population carcérale. Leur adaptation aux conditions de vie de la « supermax » est perçue comme la preuve expérimentale qui témoigne de leur nature propre (surhumaine ou non humaine), nature qu'il convient de maintenir à l'écart. Ainsi quand les détenus paraissent se plier au système, on les considère comme des tacticiens capables d'attendre le meilleur moment pour pouvoir l'enfreindre ou pour contrecarrer le contrôle exercé sur eux, et ce, de la manière la plus efficace. Perçus comme des « psychopathes » aux attributs diaboliques et monstrueux (froids, calculateurs, séducteurs, manipulateurs, menteurs), ils sont *par nature* dangereux et incurables (contrairement aux détenus psychotiques). Il ne s'agit donc pas de les soigner, mais de savoir déjouer leur apparente normalité et détecter les signes de cette nature. Les hypothèses concernant leurs traits de caractère justifient non seulement leur isolement, mais jugent de leur impossible humanité en les séparant doublement de la population. La construction sociale de cette espèce naturelle séparée et impossible à réhabiliter, celle de « psychopathe », désigne à la fois une figure limite du projet carcéral et l'incarnation biblique du « mal ».

De telles considérations ont également des conséquences sur ceux qui s'emploient à surveiller ces « psychopathes » en leur déniaient le droit d'appartenir à une « commune humanité ». Le processus qui vise à « transformer l'autre en pion sur un immense échiquier stratégique revient à lui dénier un égal degré d'humanité, mais l'abaissement de l'un est aussi celui de l'autre », en ce sens on peut parler de « défiguration de soi-même »²².

L'humain comme chose

Ces discours, et toutes les nuances qu'ils peuvent prendre, tendant à essentialiser une nature mauvaise ou animale, ne visent qu'à nous différencier les uns des autres et à marquer notre attachement à des valeurs censées être au fondement de la vie humaine en société. Ce que poussent au paroxysme les « supermax », c'est le traitement du matériau humain, de « l'humain comme chose »²³. En cela,

21. Antoinette Chauvenet, « Guerre et paix en prison », *Les Cahiers de sécurité intérieure*, 1998, 31 : *Prisons en société : les conditions de la détention ; quel sens donner à la peine ?* : 96.

22. Cf. Marcel Drulhe, *Santé et Société : le façonnement sociétal de la santé*, Paris, Presses universitaires de France, 1996 : 324-325.

23. Erving Goffman ira jusqu'à comparer le traitement des objets inanimés avec l'usage continu de l'homme en institution totale : « la tâche du personnel d'encadrement n'est pas d'effectuer .../...

l'étude de Lorna A. Rhodes rejoint celle d'Erving Goffman, car les surveillants se trouvent confrontés à la difficulté du maniement de ce « matériau humain », à la nécessité de la prise de distance, de la maîtrise de leurs propres sentiments et émotions, et à l'évitement des pièges de la compassion.

L'anthropologue s'interroge ici sur ce que ce type de confinement total et d'exclusion sociale nous révèle sur l'humanité : « Quand ils s'appuient sur des considérations entièrement individualistes dont la visée est contraire à la réhabilitation, ces projets d'exclusion nous placent face à des questions troublantes sur ce qu'être un être humain social signifie »²⁴. À notre tour, on peut se demander comment caractériser une société qui produit et légitime de tels projets d'exclusion. Les analyses de Giorgio Agamben sur ce qu'il nomme *Homo sacer* peuvent nous éclairer sur le statut de ces « pires parmi les pires » : l'*Homo sacer* est celui qui, déchu de ses droits, peut être tué sans que cela ne soit considéré comme un meurtre, mais non sacrifié selon les formes rituelles ; il est à la fois exclu du droit humain et du droit divin ; son corps, sa « vie nue » relève d'un domaine aux contours flous, où nature et droit s'enchevêtrent de telle façon qu'on ne les distingue plus²⁵.

Malgré tout, Lorna A. Rhodes achève son ouvrage sur une note optimiste. Dans son dernier chapitre, elle ouvre sa réflexion aux aménagements et aux transformations qu'il est possible d'effectuer dans les « supermax ». Pour cela, elle prend appui sur l'analyse d'un quartier de contrôle particulier où l'administration a pris à bras le corps les problèmes générés par l'isolement extrême et l'exclusion. Selon elle, un véritable effort d'humanisation de la « supermax » a été réalisé en pointant les contradictions inhérentes au système lui-même. La politique de l'établissement, en s'engageant dans la voie du dialogue et de la multiplication des interactions, a créé un changement subtil qui a produit des résultats satisfaisants et encourageants. Ainsi, les administrateurs de la prison ont régulièrement rendu visite aux détenus dans leurs cellules pour s'entretenir avec eux. En instaurant ce type de relation sociale et en se plaçant à l'écoute des problèmes, des malaises et des humeurs des détenus, l'administration a été capable de briser le cycle de l'agression et de la vengeance qui caractérisait ce quartier.

Mais « signifier à quelqu'un le respect de l'autre alors qu'on lui fait subir une contrainte physique est un exercice redoutable. La peine est afflictive et infamante, la prison fait mal. Ne nous leurrions pas c'est sa fonction. La difficulté surgit lorsque le sentiment de tous est qu'elle abîme, en plus qu'elle fait mal,

[Suite de la note 23] un service mais de travailler sur des objets, des produits, à cela près que ces objets, ces produits, sont des hommes. En tant que matériau, les hommes peuvent revêtir en quelque sorte les mêmes caractéristiques que des objet inanimés » (cf. Erving Goffman, *Asiles...*, *op. cit.* : 121).

24. « When these projects of exclusion are framed in entirely individualistic and non-rehabilitative terms, they confront us with disturbing questions about what it means to be a human – a social-being » (p. 7 ; notre traduction).

25. Giorgio Agamben, *Homo sacer*, 1 : *Le pouvoir souverain et la vie nue*, Paris, Le Seuil, 1997 (« L'ordre philosophique »).

qu'elle détruit la personne quand on proclame qu'elle doit la respecter »²⁶. Si Lorna A. Rhodes voit dans ces aménagements quelques lueurs d'espoir pour les détenus, à notre sens, plutôt que de « faire du social », c'est le regard sur le détenu qu'il faudrait modifier, car il joue un rôle primordial dans sa perception de lui-même et dans l'adaptation de son comportement en conséquence. Les détenus investissent en effet les rapports aux professionnels du monde carcéral comme leur unique lien social ; ces rapports sont alors marqués par la nécessité de « croire » en l'autre pour pouvoir croire en soi. La question qui découle des analyses de l'auteur de *Total Confinement* est donc celle de savoir comment construire des relations de confiance à l'intérieur d'un système où le secret et le soupçon sont les deux faces de la vie sociale.

Même si « l'obéissance civile aux lois, aux gouvernements, aux institutions n'est que la manifestation extérieure du soutien et du consentement »²⁷, et même si l'ordre carcéral repose finalement sur la coopération des personnes incarcérées, ce qui se joue entre elles, dans ce milieu de privation, de restriction et de contrôle, ne peut pas être uniquement appréhendé en termes d'autorégulation dans l'optique, en dernière analyse, d'une prise en charge de l'ordre carcéral par les détenus eux-mêmes. Il est probable qu'en quartier de détention ordinaire, « l'ordre quotidien dépend[e] de la croyance des détenus que leurs intérêts seront mieux servis en se pliant au système plutôt qu'en s'y opposant »²⁸ et que « les détenus doivent penser que les règles et régulations qui gouvernent leurs existences sont globalement justes et raisonnables et que leur imposition est une tâche légitime de la direction »²⁹. Mais, *a contrario*, lorsque les modes de contrôle et de confinement ne sont pas perçus comme légitimes et raisonnables, que les établissements pénitentiaires entrent dans la surenchère coercitive alimentée par une méfiance et une défiance continues, toute relation humaine est alors orientée par une rationalité instrumentale qui semble peu à même de réduire les tensions et les violences carcérales.

Si Lorna A. Rhodes propose une critique rigoureuse du système pénal américain à partir de la question de ce qu'est un être humain rationnel et capable de s'autocontrôler (p. 15), il convient de s'interroger sur l'utilité d'un pouvoir disciplinaire aussi absolu si, comme l'écrivait Michel Foucault : « à mesure que la médecine, la psychologie, l'éducation, l'assistance, le "travail social" prennent une part plus grande des pouvoirs de contrôle et de sanction, en retour l'appareil

26. Cf. Claude Faugeron & Jean-Michel Le Boulaire, « Prisons et peines de prison : éléments de construction d'une théorie », *Études et données pénales*, 1991, 61 : 37.

27. Cf. Hannah Arendt, *Du mensonge à la violence : essais de politique contemporaine*, Paris, Calmann-Lévy, 1972 : 149.

28. Cf. John Ditchfield, « Control in Prisons : A Review of Literature », *A Home Office Research and Planning Unit Report*, London, 1990, Study n°118 ; cité par Antoinette Chauvenet, in « Guerre et paix en prison »,... *op. cit.* : 103.

29. *Ibid.*

pénal pourra se médicaliser, se psychologiser, se pédagogiser ; et du coup devient moins utile cette charnière que constituait la prison, quand, par le décalage entre son discours pénitentiaire et son effet de consolidation de la délinquance, elle articulait le pouvoir pénal et le pouvoir disciplinaire. Au milieu de tous ces dispositifs de normalisation qui se resserrent, la spécificité de la prison et son rôle de joint perdent de leur raison d'être »³⁰.

*Laboratoire de sciences sociales
École normale supérieure, Paris
Samuel.Leze@ens.fr*

*CIRUS-CERS, Université Toulouse II, Toulouse
Centre national de la recherche scientifique
fabricefernandez@yahoo.fr*

MOTS CLÉS/KEYWORDS : prisons – système pénal/*penal system* – santé mentale/*mental health* – soins psychiatriques/*psychiatric treatment* – isolement/*solitary confinement* – incarcération/*imprisonment* – contrôle/*control in prisons* – institutions totales/*total institutions*.

30. Michel Foucault, *Surveiller et Punir : naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 1975 : 313.